

La République d'Emmanuel Macron

1. La conquête du pouvoir par Emmanuel Macron ne s'est pas faite sans de puissants appuis. Homme appartenant au système, il s'est avéré être l'homme du système. Sa candidature aura été le fruit d'une organisation extrêmement bien rodée et chapeautée, et même organisée, de longue main, et de main de maître, par l'élite de notre système politique, économique et financier. Et sa prise du pouvoir, le fruit d'un mécanisme électoral pensé de longue date par un président machiavélien, François Mitterrand.

Tout d'abord, sa démarche a été soutenue financièrement par les dons de puissances économiques et financières situées au cœur du capitalisme contemporain. La rapidité et le succès avec lesquels il a monté son mouvement montrent bien l'ampleur des soutiens matériels dont il a pu bénéficier.

Ensuite, la dualité du mouvement *En marche !*, créé en avril 2016, lui a permis de conférer, aux yeux de ses électeurs, une onction démocratique à une démarche dictée par de tout autres motivations.

En effet, d'une part, lui et son entourage mirent en œuvre une démarche de marketing politique habillée en consultation démocratique de terrain et fondée, cette fois-ci, sur la naïveté et l'ignorance de jeunes, débutant en politique, grâce à la mobilisation de 200 000 marcheurs interrogeant pendant trois mois un large panel d'habitants. Les informations recueillies à la base par ces marcheurs furent intégrées dans un plan d'ensemble de modernisation de la législation française afin de mieux insérer notre pays dans une construction européenne ouverte à tous les vents de la mondialisation.

Mais, d'autre part, il a été puissamment aidé, dans son entreprise politique, par une armée d'experts hautement qualifiés débauchée dans l'administration et dans le secteur privé par les plus hauts fonctionnaires du pouvoir hollandais. Ces 500 experts de haut niveau, recrutés dans les hautes sphères de l'État et de la société civile par les amis de M. Macron (Jouyet, Attali, Minc, Hermant, etc.), traitant tous les dossiers importants, synthétisèrent et rationalisèrent les doléances et aspirations de la population consultée.

Enfin, le candidat Macron bénéficia, contre les recommandations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), d'une couverture médiatique exceptionnelle alors que les membres de son mouvement et lui-même n'avaient jamais recueilli aucun bulletin de vote faute de s'être jamais présenté à la moindre élection. Cela n'est pas illégal, car, si le CSA a été créé pour veiller à l'égalité de traitement entre tous les partis politiques en fonction des suffrages obtenus, il ne saurait interdire aux médias de traiter différemment ceux qui n'ont jamais présenté de candidat. Mais cette inégalité de traitement, dont ont bénéficié le candidat Macron et sa toute jeune formation politique, montre bien, s'il en est besoin, qu'ils ont été propulsés par le système au mépris de l'esprit des règles démocratiques que ce dernier impose pourtant, *de facto*, et sans que le CSA puisse rien y redire, aux autres formations en devenir.

Le tout fut mis au service de la rencontre de deux ambitions : l'ambition personnelle d'un jeune homme issu du sérail ; et l'ambition des classes dirigeantes françaises et étrangères de mettre la France en état d'être absorbée par un ensemble plus vaste qu'elle et, subséquentement, de disparaître en tant qu'État-nation souverain et indépendant. Bref, réformer la France, apparemment pour le bien-être des Français, en réalité pour mieux la dissoudre dans un

ensemble plus vaste, conforme aux besoins du capitalisme contemporain.

2. Plusieurs circonstances ont favorisé la réussite de cette vaste entreprise de domination du peuple français.

Tout d’abord, sa candidature a été soutenue par des figures importantes du parti socialiste, même si quelques âmes pures comme Martine Aubry, Aurélie Fillipetti ou Arnaud Montebourg demeurèrent fidèles à leur parti d’origine. Or, quoi de plus efficace pour la réalisation des objectifs du capitalisme contemporain que l’adoubement de personnalités venues d’un parti dont les statuts font de l’émergence d’une société socialiste l’objectif ultime de son action ?

Ensuite, elle bénéficia d’un ralliement inespéré et de la maladresse de ses rivaux.

En se ralliant à lui, François Bayrou lui permit de franchir le premier tour, devançant Marine Le Pen et François Fillon, moyennant très probablement un accord secret concernant les investitures, aux élections législatives, de candidats issus du Modem.

Maladroits furent aussi ses concurrents. D’une part, Nicolas Dupont-Aignan, qui, en présentant sa candidature, divisa les voix du camp gaulliste. On dira que François Fillon ne se démarqua pas des positions européistes d’Emmanuel Macron et que, dans ces conditions, la candidature du député-maire de Yerres prenait tout son sens et, même, s’avérait indispensable. Ce n’est pourtant pas tout à fait exact. Le programme de François Fillon comportait certes la promotion d’un super gouvernement économique de la zone euro¹, entraînant une perte de souveraineté supplémentaire de la France. Mais, outre le fait que cette proposition s’inscrivait logiquement dans le cadre du maintien de la France dans la zone euro – que Nicolas Dupont-Aignan, pour sa part, a toujours préconisé –, il comportait aussi le retour à une certaine fermeté vis-à-vis de Bruxelles² et une plus grande indépendance de la politique étrangère de la France, notamment vis-à-vis des États-Unis³. Il était, de surcroît, défavorable aux traités commerciaux avec l’Amérique du Nord⁴. Il préconisait enfin l’introduction d’un début de protectionnisme européen en vue d’égaliser les conditions de la concurrence internationale⁵. Or, la candidature de Nicolas Dupont-Aignan priva celle de François Fillon des suffrages qui lui auraient permis de dépasser, au premier tour, Emmanuel Macron, dont le programme était beaucoup plus euro-atlantiste, tandis que le ralliement de François Bayrou apporta au même Macron le surcroît de voix sans lesquelles il aurait été éliminé dès le premier tour.

¹ « Doter la zone Euro d’un directoire politique, composé de chefs de gouvernement se réunissant tous les trois mois. En parallèle, créer un Secrétariat Général de la zone Euro - complètement autonome de la Commission européenne - qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique » [Programme de François Fillon, 2017].

² « Mettre fin à l’inflation normative de la Commission européenne en concentrant l’exercice des compétences européennes sur quelques domaines fondamentaux et en appliquant strictement le principe de subsidiarité » [*Ibidem*].

³ « La France, pays membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, se doit de dialoguer avec tout le monde. Puissance indépendante et d’équilibre, elle doit jouer tout son rôle sur l’ensemble des crises mondiales.

(...)

Je souhaite rétablir le dialogue et des relations de confiance avec la Russie qui doit redevenir un grand partenaire. J’engagerai, avec nos partenaires européens et dans le respect des accords de Minsk, des discussions afin de parvenir à la levée des sanctions contre la Russie qui pénalisent injustement nos agriculteurs et nos entreprises » [*Ibidem*].

⁴ « Refuser les accords qui ne seraient pas dans l’intérêt des Européens comme le projet actuel d’accord de libre-échange avec les États-Unis (TTIP) ou la reconnaissance sans condition du statut d’économie de marché à la Chine » [*Ibidem*].

⁵ « Permettre à l’Europe de défendre ses intérêts dans la compétition commerciale internationale en mettant en place de nouvelles règles de réciprocité, notamment en matière d’accès aux marchés publics ainsi que de respect des normes environnementales et sociales sur les produits importés afin que nos industries ne subissent plus une concurrence déloyale » [*Ibidem*].

François Fillon lui-même n’est pas sans reproche. Je n’aborderai pas, ici, les sempiternelles attaques dont il fit l’objet durant toute cette campagne, attaques entièrement axées sur la morale (ou l’absence de morale) personnelle d’un candidat à la présidence de la République. La presse française, aux ordres de la candidature Macron, s’en est chargée jusqu’à l’écœurement.

La plus grosse erreur de François Fillon, que ne commit justement pas Emmanuel Macron, fut de s’attaquer aux deux vaches sacrées que le peuple français chérit entre toutes : son État et sa sécurité sociale. En s’engageant sur le non remplacement, sur cinq ans, de 500 000 fonctionnaires partant à la retraite et sur la privatisation de l’assurance maladie, François Fillon s’aliéna une partie non négligeable de son électorat naturel ou potentiel. Ce fut, de sa part, d’autant plus maladroit que l’emploi local est, dans la conjoncture présente, chaque jour davantage assuré par l’embauche d’agents publics par les collectivités locales et que l’hôpital public est, jusqu’à l’excès dans un territoire transformé en désert médical par les politiques publiques suivies depuis quarante ans, plébiscité par la fraction la plus déshéritée de la population française.

Emmanuel Macron, informé des résultats de son enquête de terrain, fut, pour sa part, beaucoup plus prudent. Il se contenta de promettre le non remplacement de 120 000 fonctionnaires sur cinq ans et ne proposa pas de privatiser l’assurance maladie. Notons bien que cela ne signifie nullement que cette privatisation ne figure pas dans ses projets cachés. Mais, en la matière, François Fillon aura été le plus honnête et Emmanuel Macron, le plus habile. Et, cerise sur le gâteau, sa proposition d’exonération de 80 % des Français de la taxe d’habitation suffit à emporter une large adhésion dans l’opinion.

On voit donc que l’élection d’Emmanuel Macron, véritable météorite dans le paysage politique français, aura été grandement facilitée à la fois par son intelligence de la situation et des attentes de Français, par le soutien que lui apportèrent des classes dirigeantes largement mondialisées et par le comportement à contretemps des trois personnages précités.

3. Le succès du candidat d’*En marche !* est aussi, pour les forces politiques et économiques actuellement au pouvoir, une manière de rajeunir le personnel politique et d’améliorer la gestion de l’État tout en continuant et en approfondissant la même politique, qualifiée, à tort ou à raison, de « sociale-libérale ». A cet égard, le rôle historique dévolu par le « système » au jeune inspecteur des finances est de remettre en ordre la France en *rationalisant son État* afin de, premièrement, le mettre en mesure de mieux s’intégrer à la construction européenne⁶, deuxièmement, mieux le « dénationaliser » en le transformant en une vaste administration locale, politiquement décérébrée mais économiquement efficace, et, troisièmement, faire en sorte qu’il devienne, sur l’échiquier mondial, un pion au service de l’hyper puissance américaine. Ces trois objectifs sont évidemment étroitement liés et conduisent à effacer la France de l’histoire à venir du monde.

4. Pour effacer la France de l’histoire du monde et asservir son peuple, il lui faut réformer vite et bien, en détruisant ce qui reste, dans la législation de notre pays, d’obstacles à l’internationalisation de son économie et à la dislocation concomitante du corps social et de la nation. N’oublions jamais que l’objectif suprême de nos élites dirigeantes est de faire de notre État-nation une simple administration coercitive d’une société sans cohérence propre, constituée de consommateurs apatrides et échangeables comme des marchandises à l’échelle

⁶ C’est à son initiative, et non de manière spontanée, que les drapeaux européens furent déployés dans ses meetings de campagne.

de la planète, et dans laquelle les communautés culturelles sont appelées à se substituer à la nation comme entité de référence dans la face collective de notre existence.

Pour parvenir à cette formidable transformation collective, Emmanuel Macron se doit d’éliminer toute opposition sérieuse à son pouvoir. Deux moyens principaux s’offrent alors à lui.

Le premier moyen est celui du temps de l’élection présidentielle. Il aura consisté à éliminer le parti socialiste et les Républicains qui avaient pourtant l’avantage de poursuivre les mêmes politiques que lui tout en les accompagnant, dans leur mise en œuvre, de mesures parfois opposées en matière fiscale et sociale.

Les deux grands partis de la vie politique française éliminés, Emmanuel Macron se rêve en président tout puissant pour autant de mandats qu’il l’estimera nécessaire. En prétendant fonder sa puissance sur l’élimination, au centre de l’échiquier politique, de la gauche et de la droite, il rejette, subséquemment, ce qui reste de ces dernières aux deux extrêmes. Spéculant alors, comme feu François Mitterrand, sur le caractère extrémiste du Front de gauche et du Front national pour écarter à tout jamais du pouvoir les programmes fondés sur le rejet patriotique du mondialisme et de l’européisme, le président Macron établit, *ipso facto*, une *démocratie à parti unique et à idéologie unique*, c’est-à-dire un régime sans opposition modérée et républicaine capable de lui contester, avec de notables chances de succès, son pouvoir tout en renversant son paradigme mondialiste.

Ainsi, dans la République d’Emmanuel Macron, la gauche et la droite subsistent, mais sous la forme de deux extrémismes tous deux opposés à la disparition des frontières. Comme telles, elles ne peuvent qu’être rejetées par un corps électoral en recherche constante de stabilité, de modération et de consensus, laissant Emmanuel Macron seul et sans concurrent au centre.

Sans doute, Emmanuel Macron tente-t-il de nous convaincre qu’un clivage progressistes-conservateurs se serait substitué au clivage gauche-droite. Il n’en est rien, car les « progressistes » de M. Macron défendent la casse sociale et la disparition de la nation et les « conservateurs », les droits sociaux et la pérennité de la nation. Notons tout d’abord que cette césure place Jean Jaurès dans le camp des « conservateurs », ce qui suffit à la disqualifier. Mais, surtout, la prétendue opposition qui existerait entre les progressistes, dont il serait le chef de file, et les conservateurs, qui lui seraient opposés, n’est qu’un habillage habile visant à discréditer les nationaux-républicains et à promouvoir l’idéologie mondialiste, communautariste et européiste dont il est aujourd’hui le héraut. Car tel est bien le véritable clivage de notre époque : celui qui oppose les nationaux-républicains aux libertaro-communautaristes adeptes du sans-frontiérisme et d’une Europe fédérale des régions ouverte à tous les vents de la mondialisation. Dans ce clivage, la gauche et la droite ne sont plus qu’une sous-opposition, de surcroît de plus en plus réduite aux seules questions fiscales, sociales et, pour partie seulement, sociétales.

Le second moyen est celui du temps des élections législatives. Il consiste en la recherche de deux objectifs intermédiaires majeurs : la déprofessionnalisation de l’activité politique et la capitulation face aux vaches sacrées du communautarisme.

- La déprofessionnalisation de l’activité politique, tout d’abord. Il s’agit d’une vieille stratégie mise en œuvre en leur temps par Napoléon Bonaparte et par Staline et qui consiste à s’appuyer sur une nouvelle classe politique, inexpérimentée et naïve, pleine de bonne volonté sans doute, mais ignorante d’enjeux qui la dépassent et, surtout, tout acquise au nouveau chef suprême, à son système et à ses valeurs. Prenant prétexte qu’il serait nécessaire de sacrifier à

l’objectif de la fameuse « représentation miroir », chère aux philosophes communautaristes et au secrétaire général d’*En marche !*, Richard Ferrand, et selon laquelle la représentation nationale doit sociologiquement refléter les diverses catégories de la population, Emmanuel Macron œuvre à la formation d’un parlement plus jeune, fortement féminisé et davantage issu de la société civile, si relié à cette dernière qu’il en sera coupé des affaires de l’État. Cette classe de représentants, non professionnalisée et bornée, dans sa compréhension des affaires du monde, aux seuls enjeux locaux et microéconomiques, aura l’immense avantage d’être parfaitement malléable dans l’exécution du programme macroéconomique, européen et mondialiste, du président Macron. Se débarrasser de l’ancienne classe politique, savante, professionnalisée et expérimentée, était le préalable indispensable pour faire passer ses réformes, tant celles-ci allaient à l’encontre de notre culture politique et, pour beaucoup d’entre elles, de notre intérêt national. Ce « grand remplacement » sera amplifié lors des prochaines élections par l’interdiction du cumul des mandats et, lors des élections suivantes, par la réduction du nombre de parlementaires et par l’élection des sénateurs à la proportionnelle.

- La capitulation face aux vaches sacrées du communautarisme, ensuite. Tout en surfant à bon compte sur les idées reçues de notre époque, notamment l’idée que l’égalité hommes-femmes est toujours un but à atteindre et non un acquis de nos sociétés contemporaines, il donne une impression de « modernisme » qui s’accorde bien avec son rôle historique tel que nous venons de le décrire. Il prépare, ce faisant, un approfondissement du communautarisme en France par la généralisation des discriminations abusivement qualifiées de « positives » à d’autres catégories de la population. Parmi celles-ci, la communauté des enfants issus de l’immigration extra-européenne et récente. Sa conception des choses est que l’*affirmative action*⁷ est la conséquence inévitable d’une immigration que d’aucuns ont, à juste titre, jugée déraisonnable et qu’il souhaite néanmoins, pour le bien-être d’un patronat tout acquis à sa candidature, accroître. Cet aspect de son programme a été soigneusement dissimulé, car son entourage (les fameux 500 experts) et lui-même savent très bien l’impopularité en France de cette idéologie venue d’Amérique du Nord et si contraire à l’idée que nous nous faisons de la justice politique depuis la nuit du 4 août 1789, même si elle rencontre dans une partie de notre jeunesse une estime croissante dictée par l’intérêt générationnel (prendre plus facilement la place des anciens).

5. Ainsi, le programme du président Macron ne vise pas à briser les liens qui entretiennent la servitude du peuple et de la nation vis-à-vis du monde extérieur, mais à réformer en profondeur l’État et la société de manière à rendre cette servitude collective plus intense « et, en même temps, » plus douce aux Français. En un certain sens, Emmanuel Macron est bien l’homme providentiel. Mais il est l’homme providentiel d’un système mondialiste de plus en plus contesté par les peuples, non l’homme providentiel de la nation « France ».

De ce point de vue, les nationaux-républicains semblent bien avoir, momentanément, perdu la bataille des idées face aux Européistes et aux mondialistes dont Macron est le représentant. Il n’est toutefois pas sûr, l’usure du pouvoir aidant, et la lutte des classes reprenant ses droits, que les Français, excédés du sort collectif qui leur sera fait, ne lâchent, dans un terme

⁷ L’*affirmative action* fut mise en œuvre en 1964 par le président démocrate Lyndon Johnson afin d’intégrer plus rapidement des éléments de la communauté noire aux postes, emplois et études supérieurs. Elle fonda sa légitimité sur la volonté de remédier aux effets d’un siècle de ségrégation à l’encontre des Noirs américains après qu’ils furent libérés de l’esclavage. Elle consista en l’instauration de discriminations « positives » en faveur des membres de cette communauté. Son application en France au profit des enfants de l’immigration extra-européenne n’aurait ni la même justification, ni la même légitimité, aucun régime discriminatoire similaire n’ayant jamais été instauré en France depuis l’abolition de l’esclavage en 1848, à l’exception de celui subi, entre 1940 et 1944, par nos compatriotes juifs sous le régime de Vichy.

plus ou moins éloigné, le jeune et sémillant représentant des élites euro-atlantistes. A moins que le nouveau ministre de la cohésion des territoires, le multiculturaliste et ex-socialiste Richard Ferrand, ne parvienne à concilier unité du corps social et déstructuration du corps social. Ce serait un exploit certain, qui, sous prétexte de garantir l’unité de notre nation, en menacerait l’existence même. La redistribution (entre territoires) sera-t-elle le tombeau du national-républicanisme ? Il est urgent de défendre philosophiquement ce dernier, tant son destin politique semble, pour l’instant, scellé.

Mais la tâche la plus importante de tous ceux qui sont attachés à la pérennité de la nation française et à la liberté de son peuple est de former, au centre de l’échiquier politique, hors les extrêmes, une véritable opposition, anti-mondialiste, anti-européiste et républicaine.

La question de savoir si elle doit se former *ex-nihilo* au sein d’un vaste *Front républicain patriotique* ou sur la base des restes du parti socialiste et des Républicains, ou encore à partir de ces derniers seulement, est un autre débat. L’avenir nous éclairera d’ailleurs à ce sujet, notamment le résultat des élections législatives des 11 et 18 juin 2017. Mais il est en revanche certain que la démocratie à parti et à idéologie uniques que veut nous imposer Emmanuel Macron ne peut demeurer sans réponse.

Hervé Beaudin,
Membre du conseil national du Forum pour la France,
le 26 mai 2017